

**Nations unies - Régime de sanctions
sur la Somalie et l'Erythrée -
Explication de vote du coordinateur
politique à la Représentation
permanente de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 14 novembre 2018)

Monsieur le Président,

La France prend note de l'adoption de la résolution 2444 (2018) à l'unanimité.

1/La France a, depuis le début, apporté un soutien sans faille à la dynamique de rapprochement en cours dans la Corne de l'Afrique. Il s'agit d'une évolution historique, ouvrant des perspectives sans précédent pour la stabilisation et le développement de la région. La France souhaiterait à ce titre saluer les décisions courageuses du Premier ministre éthiopien, M. Abiy Ahmed, sans lequel cette évolution n'aurait pas été possible.

Il est de la responsabilité du Conseil de sécurité d'accompagner ces évolutions en cours dans la Corne de l'Afrique, y compris en adoptant la levée des sanctions sur l'Erythrée. Néanmoins, nous considérons que le Conseil de sécurité a encore des exigences légitimes vis-à-vis de l'Erythrée. Il s'agit tout d'abord que les autorités érythréennes coopèrent avec le Conseil de sécurité, alors que le panel d'experts n'a pas pu se rendre en Erythrée depuis 2011.

Il s'agit ensuite et surtout que l'Erythrée donne des signes d'engagements concrets à oeuvrer avec Djibouti au règlement du différend frontalier entre les deux pays et au règlement de la question des prisonniers de guerre djiboutiens conformément aux dispositions de la résolution 2385 (2017). Ce sont en effet deux problématiques encore non résolues et reconnues comme telles par la résolution que nous venons d'adopter ce jour. Dans ce cadre, si la France a salué la rencontre de Djeddah entre les présidents djiboutien et érythréen en septembre dernier, elle attend désormais que cette rencontre se traduise par des avancées concrètes sur le terrain et par un engagement à avancer conjointement. Il est à cet égard fondamental pour nous qu'aucun pays de la région ne soit laissé en marge de la dynamique en cours dans la Corne de l'Afrique.

La France se félicite donc du fait qu'avec cette résolution, le Conseil de sécurité s'engage à continuer de suivre régulièrement l'évolution des relations entre l'Erythrée et Djibouti afin d'accompagner la paix, la stabilisation, et la réconciliation dans la Corne de l'Afrique. Nous sommes bien entendu prêts à nous engager, en coordination avec l'ensemble des acteurs de la région, pour contribuer à renforcer cette dynamique régionale.

Monsieur le Président,

2/ S'agissant de la Somalie, la France considère que le régime de sanctions demeure essentiel afin de lutter contre les trafics illicites d'armes et de charbon somalien qui continuent d'alimenter le groupe terroriste Al-Shabaab qui reste la principale menace pour la sécurité de la Somalie. Je tiens à ce titre à présenter les condoléances de la France aux autorités somaliennes et aux familles des victimes des terribles attaques terroristes qui ont frappé Mogadiscio ce vendredi 9 novembre.

Dans ce contexte, je souhaiterais également rappeler que le régime de sanctions sur la Somalie vise avant tout à soutenir les autorités fédérales somaliennes dans leur lutte contre le terrorisme. Les procédures d'exemption à l'embargo sur les armes prévues par ce régime de sanctions permettent en effet aux autorités fédérales somaliennes de se procurer les équipements dont elles ont besoin pour lutter contre les groupes terroristes, avec le soutien de leurs partenaires internationaux. Il est donc également dans l'intérêt des autorités fédérales somaliennes de poursuivre une coopération effective avec le panel d'experts sur la Somalie.

Je vous remercie./.